

L'INJULAIRE Français

✓ 1844

DE JOURNAL

PARAIT

TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jésuites.

A Paris, à l'Office-Correspondance de L. JOLIVET et C^e, place de la Bourse, N° 5, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL, POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX

DE L'ABONNEMENT.

Trois mois . . . 4 fr.
Six mois . . . 8
Un an . . . 16

Pour le Continent 20 f.
Pour l'Étranger . . 35 f.

PRIX D'INSERTION.

Diverses . . . 40 c.
Judiciaires . . . 35 c.

Les lettres et annonces doivent être adressées franco.



Bastia.

DE LA VOIRIE MUNICIPALE.

Cette partie si importante de l'administration municipale laisse beaucoup à désirer à Bastia. Sous ce rapport, tout est à faire et la nouvelle mairie mériterait bien de ses concitoyens si elle prenait l'initiative d'améliorations, très secondaires, sans doute, si l'on s'arrête à la surface des choses, mais qui ne manquent pas de gravité quand on considère un moment les conséquences heureuses qui en découleraient. Non seulement la commodité et l'agrément y gagneraient beaucoup, mais la salubrité publique, la facilité des communications y trouveraient aussi leur compte. La question d'hygiène publique n'est pas, après tout, chose indifférente, et c'est de l'accomplissement d'un devoir rigoureux qu'il s'agit ici.

La première chose qui choque les regards de l'étranger qui arrive à Bastia, c'est la malpropreté, la saleté des rues. Dans certains quartiers, qui auraient le plus besoin d'air pur, car ils sont étroits, l'on rencontre des monceaux d'immondices en permanence qui corrompent l'air et vont ainsi porter d'autant plus sûrement des germes de maladie qu'il est plus difficile de renouveler cet air lui-même. Aucune précaution, que nous sachions, n'a encore été prise pour remédier à ces graves abus. Ils deviennent encore plus grands et plus dangereux dans certaines rues qui ne sont pas même pavées et dans lesquelles séjournent et croupissent les eaux pluviales, mais encore et surtout les eaux ménagères qu'on jette à profusion sur la voie publique. Il en résulte que ces rues deviennent comme autant de cloaques infects, comme des foyers permanents d'infection funeste, qui compromettent sérieusement la santé publique. Nous ne doutons pas qu'une statistique sérieuse et faite avec attention ne constatât dans ces malheureux quartiers, un plus grand nombre de maladies et de décès. En attendant que les projets d'élargissement de la voirie soient exécutés, ce qui, dans l'état des finances de la ville et avec les dépenses impérieuses auxquelles elle a à pourvoir dans un avenir prochain, demandera beaucoup de temps encore, il est urgent que l'administration municipale fasse paver ces rues et diminue ainsi d'autant, ce qu'il y a de défavorable dans ces quartiers. Tous les habitants de la ville contribuent indistinctement aux revenus de l'octroi; il est juste qu'ils profitent tous également des dépenses qui tournent à l'avantage public. Si ici, comme dans d'autres villes, le pavage est à la charge des particuliers, l'autorité municipale doit avoir les pouvoirs nécessaires pour faire exécuter les lois et règlements qui régissent la matière. Il est d'ailleurs de l'intérêt des propriétaires d'avoir des rues bien pavées, leurs maisons ne pouvant que gagner à cette importante amélioration. Sur beaucoup de points aussi, la partie de la rue qui sert à l'écoulement des eaux a besoin de réparation. Ne serait-il pas urgent de s'en occuper et de faire disparaître les interruptions dangereuses du pavé qui existent ça et là ?

Quant à la propreté spéciale des rues qui est due à un balayage fréquent, on peut dire qu'elle n'existe pas et que chacun se repose sur le libeccio et sur les pluies du soin de les nettoyer. Mais outre que le libeccio ne fait que déplacer les ordures et fait seulement tourbillonner la poussière sans l'enlever, il ne souffle pas, fort heureusement, assez souvent, pour qu'on s'abandonne à lui de ce soin si urgent du nettoyage journalier. Il faudrait donc qu'un service public, régulier fût organisé soit pour le balayage des rues, soit pour l'enlèvement des immondices. Nous avons entendu parler d'une somme de 800 fr. qui aurait été portée au budget de 1844 dans cette prévision; mais alors cette dépense sera excellente, à condition qu'on prenne des mesures d'ordre qui ne la rendront pas illusoire. Ici, où chaque maison appartient à plusieurs propriétaires, il est difficile, nous le concevons, d'astreindre, d'une manière profitable et ordonnée, chaque propriétaire à faire balayer la partie de la voie publique qui se trouve devant son habitation, mais on pourrait remédier à cet inconvénient, soit au moyen d'un abonnement avec la ville, que souscrirait chaque propriétaire, qui se trouverait ainsi débarrassé de cet ennui et de cette responsabilité, soit par tout autre moyen qui atteindrait le même but. Il faudrait que des heures fussent prescrites, comme cela a lieu dans toutes les villes du continent, pour le dépôt et l'enlèvement des ordures de la voie publique et cette opération pourrait être faite très rapidement, notre ville n'étant pas fort étendue. Il faudrait que la municipalité prêchât elle-même d'exemple et que les places publiques fussent balayées avec soin, la boue enlevée et qu'au moins elles fussent nivelées. On s'occupe en ce moment de ce soin pour la place du théâtre. C'est très bien sans doute, mais la place Louis Philippe n'en a pas un besoin moins pressant. Ses abords du côté de la ville sont en très-mauvais état. Depuis plusieurs mois des tas de décombres y ont été déposés, sans qu'on ait pris le soin de les étaler. Aussi, pour peu qu'il pleuve, ses abords sont-ils dans un état des plus déplorables et ne forment qu'une flaque de boue dans laquelle la circulation devient des plus incommodes. Serait-il donc si difficile de remédier à ces inconvénients ?

Une autre chose qui étonne et fatigue les étrangers à Bastia, et nous dirions volontiers ses habitants aussi, si l'habitude ne les y avait familiarisés, c'est l'absence complète du numérotage. Conçoit-on alors combien il est difficile et fatigant, pour un étranger et même pour un habitant de Bastia, d'avoir à trouver une personne, une administration, alors que ce n'est qu'à l'aide d'interrogations multipliées et de réponses répétées qu'on peut enfin parvenir à arriver là où l'on voulait aller ? Avec des maisons aussi élevées que celles de Bastia, ces recherches deviennent très-pénibles et entraînent avec elles une perte de temps considérable. Serait-ce donc une dépense bien forte que celle qui aurait pour résultat de faire adopter un système de numérotage ? et d'ailleurs cette dépense serait-elle encore considéra-

ble, n'est-elle pas de première nécessité ? Les finances de la ville pourraient-elles recevoir une meilleure destination que celle qui contribuerait à rendre plus faciles les communications des habitants de la ville entre eux ?

Nous savons très-bien que les finances de la ville sont engagées, mais ce que nous savons aussi c'est que les améliorations que nous indiquons sont de première nécessité et qu'il serait très-facile, avec un peu de bonne volonté de les réaliser. Quant à la propreté des rues, notre excellent mode de pavage la rend très-facile à entretenir si l'on veut commencer une bonne fois. Le numérotage n'est pas moins aisé à établir. Qu'on se mette donc à l'œuvre et l'on aura fait chose utile et profitable à la ville. Ajoutons seulement qu'il est fâcheux qu'on ait attendu si tard, et qu'il est d'autant plus urgent de commencer, qu'on a ajourné plus long-temps.

P. S. Au moment où nous terminons ces réflexions, nous apprenons avec plaisir que l'administration a fait commencer, sur certains points, le nettoyage si important dont nous parlons au commencement de cet article. Nous ne pouvons qu'en féliciter l'administration. Mais on nous assure en même temps qu'il a été défendu aux habitants de ces rues de ne plus rien déposer sur la voie publique. Ceci nous paraît dépasser le but qu'on se propose. Il faudrait alors indiquer, comme cela se fait dans quelques villes du Midi et d'Italie, des endroits sur différents points, où l'on pourrait déposer les ordures qu'on enlèverait dans la journée même, si mieux l'on ne fixait, ce qui nous semblerait préférable, une heure jusqu'à laquelle on pourrait déposer les balayures, qui seraient ensuite immédiatement enlevées. Parmi les points de la ville qui ont le plus grand besoin d'être nettoyés, nous citerons le marché du Guadello, les rues comprises entre la rue Droite et le Pontetto et celles entre la rue du Môle et le marché aux poissons. Il y a là beaucoup à faire.

— Sur la demande de M. le recteur de l'académie de la Corse, M. le ministre de l'instruction publique a alloué à titre de secours une somme de 880 fr. pour être répartie entre des anciens instituteurs et des anciennes institutrices de ce département.

Un arrêté de M. le préfet du 30 décembre dernier contient les dispositions suivantes :

Art. 1^{er} Quatre piqueurs seront institués dans le département de la Corse, à partir de l'année prochaine 1844, pour couvrir les deux emplois d'agents-voyers contrôleurs vacants par la démission de M. La Cecilia et l'impossibilité où est M. Arrighi de remplir ses devoirs.

Art. 2. Un concours pour la nomination aux quatre places de piqueurs mentionnés en l'article précédent, sera ouvert dans une des salles de la préfecture le 30 janvier 1844.

Art. 3. Le concours se fera en présence d'une commission nommée par nous.

Art. 4. Les candidats seront examinés sur les connaissances ci-après indiquées :

(1) Ici encore et dans ce qui suit l'auteur n'entend pas d'allusions individuelles. C'est la situation générale des esprits et la division des esprits qu'il veut signaler. Sans que sa pensée est une pensée sévère, une pensée de blâme et de dignation, mais s'il voit le cœur de tout le monde, il ne voit le visage de personne.

(2) M. Louis de Vidan.

(3) M. le colonel de Carbarcia.



L'Insulaire Français,

JOURNAL, POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX

DE L'ABONNEMENT.
Trois mois... 4 fr.
Six mois... 8 fr.
Un an... 16 fr.
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger... 25 fr.
PRIX D'INSERTION.
Diverses... 40 c.
Judiciaires... 25 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

DU DÉSÈCHEMENT DES MARAIS.

Nous avons traité bien souvent cette importante question et nous ne nous lassons pas d'y revenir, car de sa solution dépend en grande partie l'avenir agricole de notre île. L'agriculture ne peut prospérer qu'à la condition d'avoir la vie sauve pour les hommes qu'elle emploie. C'est donc avant tout d'assainir l'air, de purifier les plaines qu'il faut occuper; si l'on veut que la population se multiplie, il faut la placer dans les conditions les plus favorables à son développement. Nous n'avons pas besoin d'insister sur ces notions élémentaires qui frappent par leur évidence, il suffit de les rappeler pour en faire comprendre l'importance et l'irrésistible vérité.

Cependant telle ne serait pas, si nous sommes bien informés, la disposition d'esprit de M. l'ingénieur en chef du département, qui, appelé au sein du conseil général, lors de la dernière session, avait donné une réponse tout à fait désolante pour l'avenir de notre pays, puisqu'il aurait déclaré, d'une manière dogmatique, qu'on ne pourrait songer non pas à dessécher nos marais, mais à s'occuper des études à faire à ce sujet qu'autant que la population, accrue d'une façon considérable, permettrait de livrer immédiatement à la culture les plaines desséchées. Ainsi, d'après cette opinion désespérante, si elle était sans appel, la Corse serait donc condamnée à végéter éternellement au milieu des miasmes fétides de ses côtes, de ses plaines les plus fertiles, et il lui serait interdit, de par la science, des ingénieurs, de songer au moindre progrès, au moindre avenir de prospérité. Les routes qu'on construit avec tant de lenteur, avec des ponts qui s'écroulent tous les ans, tant les études sont mal faites ou faites précipitamment, les travaux mal exécutés ou mal surveillés, deviendraient en grande partie inutiles, et nous n'aurions plus qu'à nous croiser les bras et à nous renfermer dans un morne désespoir. Non, il n'est pas possible qu'il en soit ainsi. La science ainsi faite, qui déclare froidement qu'il n'y a pas de remède au mal à moins que le mal ne se guérisse lui-même, la science ainsi faite, est ou trop hâtive ou trop mal digérée et nous ne pouvons accepter ses décisions.

Qu'on ne se livre pas du premier coup au dessèchement général des marais et qu'on ne veuille pas terminer, en deux ou trois campagnes, cet immense labeur, nous le concevons. Mais qu'on refuse même de s'occuper du dessèchement partiel des points les plus exposés et où le remède serait si facile; qu'on condamne St-Florent et Calvi, et plusieurs autres points, à végéter dououreusement dans les souffrances d'une agonie qui arrête tout mouvement et tue tout progrès à sa source, alors que les bras de ces populations voisines du foyer du mal pourraient le faire disparaître à jamais, en retournant les terres desséchées, voilà ce que nous ne pouvons ni comprendre ni admettre. L'esprit de système, qui a tant

doute ses avantages, a aussi, quand il est poussé trop loin, ses immenses périls et, quand derrière un axiome plus ou moins contestable d'une science qui n'est peut-être pas faite, on déclare à ces populations, que la *cattiva aria* décime chaque année, qu'il n'y a rien à faire, à moins que cette population elle-même ne s'augmente, alors que tout la force à rester stationnaire sinon à décroître, voilà une amère dérision, un affreux cercle vicieux qui ne fait honneur ni au bon vouloir ni au zèle de la science; se déclarer impuissant au point de ne pas vouloir même tenter de nouveaux essais, dans les conditions les plus favorables même à son opinion, c'est faire de soi-même une étrange abnégation que nous avons peine à nous expliquer.

Si véritablement les terrains d'un marais desséché ont besoin, pour perdre leurs terribles propriétés d'émanations pestilentielles, d'être cultivées immédiatement, nous ne doutons pas que des bras se présenteraient pour cultiver les portions de terrains qu'on aurait rendus à la vie et à la fertilité, puisque cette culture nouvelle donnerait des produits considérables, qu'elle serait plus facile que celle qui se fait dans les montagnes ou sur les terrains escarpés. D'ailleurs des plantations considérables d'arbres, de muriers, par exemple, ne contribueraient-elles pas à assainir, en peu de temps les plaines conquises sur la *cattiva aria*, en dotant la Corse d'une industrie nouvelle s'élevant sur de vastes proportions?

Mais non, on ne veut point procéder ainsi, par fragments, par essais. On s'abrite, pour ne rien faire, derrière les maximes de la Toscane, et l'on ne veut pas même faire des études, un ensemble de travaux qui, faisant apprécier au gouvernement la dépense générale à faire, lui permettrait de réaliser peu à peu, successivement, le dessèchement général de nos marais. Le ministre des travaux publics a demandé ce travail; les intentions du gouvernement étaient favorables à la Corse; eh bien! ces intentions seront méconvenues et le travail demandé, qui n'engage à rien après tout; qui laisse au gouvernement toute la liberté d'action; qui lui permettrait d'adopter un plan rationnel de dessèchement, commençant par les points où ce travail pourrait être le plus urgent et le plus profitable; par l'appropriation qui pourrait être faite immédiatement de ces terrains, ce travail purement théorique ne se fera même pas; il faut que la Corse ait au moins une population de 300,000 âmes. Jusque-là M. l'ingénieur en chef du département se croiera les bras et nulle étude ne sera faite.

Cette résolution a au moins le mérite d'être nette et précise. Nous savons désormais à quoi nous en tenir. Le dessèchement des marais serait donc impossible en Corse, non pas en lui-même, mais parce que des théories dont nous n'examinons point ici la valeur, mais qui, en les supposant même exactes, ne sauraient empêcher de faire de nouvelles épreuves sur les points les plus favorablement placés dans l'hypothèse même admise par ces théories, mais parce que des théories, disons-nous, inflexibles et impitoyables s'y

opposent. Ce sera donc à la Corse à se résigner à l'avenir qu'on lui annonce, à moins cependant, ce que nous espérons, qu'il n'y ait un appel à faire contre une décision si funeste et si déplorable. Quand le gouvernement a ordonné les études, qu'on ne veut point faire, il avait sans doute consulté des ingénieurs, aussi, des hommes spéciaux qui étaient loin d'admettre des conclusions si défavorables à notre pays. Quand il a voulu atteindre, au moyen d'un projet de loi, le but que nous citons ici, il a dû penser que ce bill était facile à toucher dans les conditions de la population actuellement existante de la Corse. Ce que la science des ingénieurs de Paris a trouvé réalisable, pourquoi ne le serait-il pas en Corse, ce qui nous rassure un peu et nous fait repasser, avec quelque confiance, un avenir que nous ne pourrions accepter qu'en désespoir de cause.

Les habitants de la Corse n'avaient pu voir qu'avec une reconnaissance bien naturelle la commission du tombeau de l'Empereur donner son adhésion exclusive aux pierres dures de leur pays pour la construction du sarcophage qui doit rendre les restes précieux de leur immortel compatriote.

Le sentiment de convenance qui domine cette décision a été apprécié, comme il devait l'être, chez nous où les impressions se gravent si profondément dans les cœurs et dans les esprits quand elles sont, surtout, provoquées par des causes touchant à l'orgueil national.

Mais, tout-à-coup, les journaux de Paris nous apprennent que notre département, non plus exclusivement, mais ainsi que d'autres comités doit être l'objet d'une exploration géologique de la part d'un industriel dont les intérêts peuvent fort bien ne pas s'accorder avec les intentions manifestées par la commission. Cette crainte, injuste peut-être; mais que des renseignements mis à notre connaissance semblent justifier, nous fait regretter que le gouvernement n'ait pas, de préférence, confié cette mission à des ingénieurs des mines dont les talents et l'impartialité eussent apporté dans cette affaire toutes les garanties désirables.

D'ailleurs, dans notre opinion, il n'était pas même nécessaire d'avoir recours à cette dernière mesure, toute préférable qu'elle eût été à celle dont nous signalons l'inopportunité; car nous savons qu'un ancien militaire de la garde impériale, au par le seul désir de rendre hommage au culte des souvenirs, culte conservé intact dans le cœur des vieux soldats de l'empire, a longtemps exploré notre île, seul et à ses frais, et a été assez heureux pour découvrir des carrières dont les nombreux échantillons transmis à M. le ministre de l'intérieur ont fait l'admiration des connaisseurs, et, en particulier, de MM. les membres de la commission du tombeau.

Sans parler davantage de la décision antérieurement prise, comment se fait-il donc lorsqu'il y a double convenance, et sous le rapport des produits et sous celui de la localité, que la Corse ne

fut par lui effacée. De cette manière il paraît, pour ainsi dire, la première pierre du colosse royal de Bastia; colosse que d'ailleurs il ne cesse de réclamer et qu'il aurait peut-être obtenu lui-même, si des oscillations politiques, inhérentes à la nature des gouvernements constitutionnels, ne l'avaient obligé de renoncer à la marine.

Depuis cette époque jusqu'à sa mort, M. de Antoni a constamment fait partie du corps municipal de notre ville, et il a puissamment contribué, par son expérience et son influence, à faciliter la voie de progrès qu'elle est appelée à parcourir.

Dans ses dernières années, le cœur de ce digne citoyen fut envahi par des douleurs douloureuses et immenses qu'il n'aurait jamais dû ressentir, mais que la volonté inséparable de Dieu lui imposa, comme s'il avait voulu lui faire subir, dans cette vie, ce temps d'épreuve et d'épuration par lequel les âmes des justes doivent passer, avant d'être appelées à jouir du bonheur et de la gloire de la vie éternelle.

Les vertus civiques de M. de Antoni n'étaient pas en désaccord avec sa vie privée. S'il était bon citoyen, il était aussi mari et père affectueux, excellent ami, voisin loyal et serviable. La tranquillité de son âme bienveillante et inoffensive n'a jamais été troublée par la haine, la jalousie, ou par toute autre passion mauvaise; il ne savait qu'aimer.

Ici, ma tâche serait terminée; mais, à côté de cette bière, l'en voit un autre dont le souvenir douloureux me poursuivait depuis six ans et me poursuivra toujours. Pierre Antoni avait un fils, dont les formes physiques étaient dans un accord parfait avec la beauté de son âme, dont le talent et l'aptitude aux affaires avaient dépassé toute prévision; et ce fils était mon frère! Fauché par la mort dans le printemps de son âge, il décéda avec l'unique consolation de laisser un enfant, qui devait former les délices des vieux jours de son aïeul. C'est de cet enfant chéri, reproduction fidèle de son père, que le vénérable vieillard aimait tant à s'entretenir. On aurait dit qu'il vivait de l'espoir de lui voir un jour représenter honorablement le nom de sa famille. Hélas! la mort a trop tôt séparé cet excellent homme de son petit-fils, de son épouse respectable, et de sa ville si tendre et si chère, par ses sentiments élevés, d'étrange d'une ancienne et noble famille.

Mais console-toi, âme vertueuse: le dernier rejeton de ta lignée reste entouré des soins affectueux de sa jeune mère et de sa sœur, femmes si malheureuses et si dignes d'un meilleur sort. Sois donc, avec ton premier fils, mon excellent frère, mon éternel bien-être. Et si, du haut des cieux, où vous êtes réunis, vous daignez porter vos regards sur cette terre de misère que vous avez quittée, et où vous avez laissé tant d'éléments d'estime et d'affection, recevez l'hommage de nos respects et de nos larmes.

Nouvelles Diverses.

Voici la composition de la commission de l'adresse à la chambre des députés:

- Bureau. M. St-Marc Girardin.
- 1^{er} M. Nisard.
- 2^{ème} M. Ducos.
- 3^{ème} M. Desmoussieux de Givré.
- 4^{ème} M. Bignon.
- 5^{ème} M. Belmont.
- 6^{ème} M. Baumes.
- 7^{ème} M. Herbert.
- 8^{ème} M. François Deslessert.

Comme on le voit, la majorité de la commission est conservatrice, il n'y a de membres appartenant à l'opposition que M. Ducos et M. Belmont.

— Des réfractaires en assez grand nombre se sont de nouveau montrés sur plusieurs points de la Bretagne. Des luttes ont eu lieu entre eux et la gendarmerie. Ces nouvelles bandes se produisent au cri de *vive Henry V!*

— Le discours prononcé par le roi le 27 décembre, à l'ouverture des chambres, est arrivé à Boulogne le 28 pendant la nuit, a été expédié de suite par le paquebot de Folkestone, et de là par le chemin de fer à Londres, où il est arrivé à dix heures le 29 au matin; imprimé de suite dans les journaux de Londres il a été reçu à Boulogne le 29, à la première heure, long-temps avant l'arrivée des journaux de Paris qui le contiennent.

LIBRAIRIE DE FABRIST FRÈRES.

AGENDA

OU

MEMENTO JOURNALIER POUR 1844.

Prix: 1 fr. 25 cent.

Joli assortiment

DE LIVRES DE MESSIE

EN FRANÇAIS

reliés en velours avec fermoir et coins, depuis le prix de 20 à 65 fr.

ALMANACHS CHANTANS

ASSORTIS, AVEC LES AIRS EN MUSIQUE

Jolis volumes in-18 cartonnés dans un étui tranche dorée 2 fr. 25 cent.

ORAISONS FUNÈBRES

DE BOSSUET, FLECHIER, MASSILLON, MASCARON, BOURDALOUE ET LANCE,

PRÉCÉDÉES

D'études historiques sur ces orateurs par A. Nettement; d'études littéraires sur l'oraison funèbre par Laharpe et des notices biographiques par Dussan.

2 vol. Prix: 7 fr.

ALMANACHS DE CABINET

ORNÉS DE JOLIES GRAVURES

du prix de 50 c. à 1 fr.

BIBLE DES FAMILLES.

EXTRAITS TEXTUELS DES LIVRES SAINTS,

A L'USAGE DES GENS DU MONDE,

Par M. l'abbé ORSINI, de St-Tomas d'Aquin.

1 beau volume format grand-Éléphant, orné de 120 sujets gravés sur bois 10 fr.

Texte par de la Bible de Sacy, sans quelques retranchements indispensables dans un livre destiné principalement à la jeunesse. — Cette Bible peut être laissée entre toutes les mains, et les gens de monde y trouveront la connaissance complète des Saintes-Écritures.

ANNUAIRE ADMINISTRATIF

INDISPENSABLE

A tous les fonctionnaires publics. Magistrats, Officiers militaires, Maires, Conseillers Municipaux, Agents et Employés des administrations financières, Carés, Professeurs, Instituteurs, Officiers des armées de terre et de mer, etc., etc.

Prix: 50 cent.

In-18, format anglais, à 3 fr. 50 c. le vol.

BIBLIOTHÈQUE VARIÉE

Publiée sous la direction de M. CHARLES NODIER, de l'Académie française.

OUVRAGES PARUS:

Ouvrages choisis de Napoléon, précédés d'une

étude littéraire par A. Pujol, 1 vol. avec por-

trait... 3 50

La Réforme et la Ligue, 3^e édition, par M. Ca-

pefigue, 1 vol... 3 50

HENRI IV, par M. Capéfigue, 3^e éd. 1 vol. 3 50Le Siècle de la Rochelle, par M^{me} de

Genlis, 1 vol... 3 50

MADAME DE LA FAYETTE, suivie de

Nouvelles, par M^{me} de Genlis, 1 vol. 3 50LA DUCHESSE DE LA VALLIÈRE, par la m^{me}m^{me}; suivie de sa vie pénitente et de ses

Réflexions sur la miséricorde de Dieu,

etc. 1 vol... 3 50

MADAME DE MAINTENON, suivie de Nou-

velles, par la même, 1 vol... 3 50

MADAME DE CLERMONT, suivie de

Nouvelles historiques, par la même,

1 vol... 3 50

LES VIEILLES DU CHATEAU, par la même,

2 vol. ornés de vignettes... 7 *

MÉMOIRES DE COMMINES, précédés d'une

Notice biographique, 1 vol... 3 50

MÉMOIRES DU CARDINAL DE RETZ, édition

augmentée de lettres inédites et de fac-

simile, 2 vol... 2 *

POÉSIES DU DUC CH. D'ORLÉANS (père de

Louis XII) publiées par M. Champol-

lion-Figeac, 1 vol... 3 50

LÉGENDES ET CHRONIQUES ANCIENNES, par M.

G. de Valette avec une introduction,

par M. Le Roux de Lincy, 1 vol... 3 50

LÉGENDES POPULAIRES DE LA FRANCE (Nou-

velle Bibliothèque bleue), précédées d'une

Introduction et de Notes, par MM.

Ch. Nodier, Le Roux de Lincy, 1 vol. 3 50

NOUVELLES VIEILLES ET NOUVELLES, par

MM. Nodier, Topffer, comte de Peyron-

net et Arthur Dudley, 1 vol... 3 50

AVENTURES DE TELLÉMAQUE, par Fenelon,

avec portrait, 1 vol... 3 50

L'ESPRIT DES LOIS, par Montesquieu, 1 v. 3 50

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

PAR ORDRE DE JUSTICE.

Par jugement du tribunal de commerce de l'arrondissement de Bastia, en date du cinq du courant, dûment enregistré, le sieur Alphonse Sicard, ci-devant gérant des bâtimens et repaire de la correspondance à Bastia, a été autorisé à vendre, aux enchères publiques, par le ministère du greffier soussigné, les objets ci-après détaillés, SÀVOIR:

1^{re} Une malle et deux caisses renfermant des

moules en plâtre brisés.

2^{de} Une barrique vin rouge coulé et gâté.3^{de} Une malle contenant habillements.4^{de} Un ballot livres, et un panier contenant

fournitures de bureau.

5^{de} Une caisse cirage.6^{de} Enfin une caisse contenant une selle, mar-

chandises et objets qui n'ont jamais été retirés,

ni réclamés des magasins dudit sieur Sicard, depuis 1830.

Cette vente aura lieu dans le magasin dudit

sieur Sicard, sis en cette ville rue neuve, le 16

du courant, à onze heures du matin, par lots sé-

parés, et sera faite au comptant.

Bastia, le 10 janvier 1844.

Le Greffier du tribunal de commerce étant à Bastia,

A. D. MARIOTTI.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 4 au 10 janvier 1844.

ARRIVÉES.

Pronete. goëlette St-Joseph, cap. Micolin, vin.

Livourne. bat. à vap. Sébastiani, cap. Valzi.

Marseille. b. à vap. Pauline, c. Guaniella, divers.

Ajaccio. b. à vap. Télégraphe, cap. Lota.

Livourne. b. à vap. Gulo, cap. Bugliani.

Livourne. Pozzodiborgo, cap. Bertocci.

DÉPARTS.

Ajaccio. b. à vap. Télégraphe, c. Lota, passagers.

Livourne. b. à vap. Gulo, c. Bugliani.

Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci.

Livourne. bœuf Assomption, c. Petit lest.

Portovecchio. tartane Deux-Historiens, capit. Sa-

batini, lest.

Portovecchio. bk goëlette La Corse, c. Sisco, lest

Marseille. b. à vap. Pauline, c. Guaitella, divers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

soit plus appelée seule, aujourd'hui, à l'honneur de fournir des gémissements à son héros ?

Nous soumettons, avec confiance, ces douloureuses réflexions à MM. les membres de la commission, persuadés que nous sommes de trouver une complète justice dans les sentiments éminents qui les distinguent.

La Chambre de commerce de Bastia avait demandé, ainsi que nous l'avons annoncé dans le temps, que deux boîtes aux lettres fussent placées supplémentairement sur deux points différents de notre ville. L'administration des postes a donné une réponse favorable. Nous sommes donc surpris que le public ne jouisse pas encore de cette amélioration si peu dispendieuse et si facile à établir. Il eût été du bon goût, de la part de l'administration des postes, de donner cette étrenne à la ville de Bastia et de se montrer ainsi aussi prévenant que le sont les facteurs. Nous espérons qu'on profitera des derniers jours de janvier pour ne pas perdre l'occasion de faire jouir les habitants de Bastia d'un avantage auquel ils ont des droits.

Le beau temps que nous avions eu jusqu'ici s'est démenti la semaine dernière. Vendredi et samedi la neige est tombée en assez grande quantité sur les montagnes voisines de Bastia, et pendant 48 heures nous avons eu, lundi et mardi, une pluie battante sans interruption. La mer était très grosse et le bateau poste de Bastia n'a pu arriver que ce matin jardi de bonne heure. Aujourd'hui le temps est redevenu magnifique et fait espérer que nous en serons quittes cette fois pour la peur.

Par ces pluies qui sont tombées ces deux jours-ci, la partie de la route entre la place Louis-Philippe et la maison des bains du Fango, est devenue impraticable. Ne serait-il donc pas opportun de s'occuper du nivellement et de l'empiétement de cette portion de route ?

M. Raffalli, ancien régent de français au collège communal de Bastia, vient d'être nommé sous-inspecteur des écoles primaires dans le département des Basses-Alpes. Nous ne pouvons qu'applaudir à l'arrêté de M. le Ministre de l'instruction publique. M. Raffalli a mérité cet avancement par les services qu'il a rendus, pendant dix ans en Corse, à l'enseignement public, soit à Calvi, soit à Bastia. M. Raffalli portera, nous en sommes convaincus, dans les nouvelles fonctions qui lui sont confiées, les mêmes qualités qui lui avaient mérité ici l'estime et l'affection de ses supérieurs, de ses collègues et de ses élèves. Son esprit sage et conciliant saura lui adoucir ce qu'il peut y avoir parfois de pénible dans la mission qui lui est confiée.

Les assises du 1^{er} trimestre 1844, s'ouvriront à Bastia, le 26 février prochain, sous la présidence de M. le conseiller Poli, assisté de MM. Arena et Cornissat-Lamotte.

M. Sancholle-Henraux nous a adressé la lettre suivante avec prière de l'insérer dans notre journal.

A M. le Rédacteur du *Progressif*,

Dans vos numéros des 14 et 28 décembre 1843, et dans plusieurs articles relatifs au monument de Napoléon à Ajaccio, mon nom a été cité par vous d'une manière qui ne me permet pas de garder le silence. Les imputations que renferment vos articles, les assertions contenues dans les lettres de M. Sola, exigent une réponse que j'aurais fait moins attendre, si au moment de la publication de votre journal je n'avais été en route pour me rendre en Corse.

A vous, M. le Rédacteur, je dirai que je ne prétends, que je ne prêterai jamais mon nom à personne; que dans le débat qui s'engage à l'occasion du monument d'Ajaccio, c'est mon nom personnel que je descends dans l'arène; c'est pour y défendre la mémoire et l'honneur d'un homme de bien qui n'est plus, et dont la conduite est odieusement calomniée. C'est la mission qui me convient à moi, Monsieur, que vous appelez le soi-disant fils adoptif de M. Henraux, à moi que vous ne connaissez pas, et dont cependant vous ne craignez pas de dire que j'ai intérêt à en imposer aux souscripteurs.

A M. Sola qui vient affirmer avec tant d'assurance, qu'on a mandaté en faveur de M. Henraux, des sommes qui ne lui étaient pas dues, qu'on a gaspillé indignement l'argent des souscripteurs au monument de Napoléon. Je n'ai dans ce moment qu'une réponse à faire, c'est celle que Pascal adressait à ses adversaires.

Voilà, Monsieur le Rédacteur, ce que le fils adoptif de M. Henraux a la hardiesse de dire; et lorsque l'honneur du nom que je porte est aussi cruellement outragé, M. Sola comprendra sans doute la vivacité de mes paroles.

Je ne regrette point, je ne redoute point la publicité donnée à cette affaire et encore moins les investigations de la justice. Je répéterai ce que je disais dans ma lettre au Président de la commission du monument d'Ajaccio : « J'accepte avec empressement le terrain sur lequel vous m'appelez; j'irai au devant de toutes les explications qui me seront demandées. A la commission du monument, aux souscripteurs, à la commune d'Ajaccio, à la Corse entière, je prouverai, par ces en main, la régularité, la vérité de toutes les dépenses faites par nous, et la loyauté qui a présidé à notre conduite. »

J'ajouterai en terminant : que je confirme ce que je dis dans ma lettre à M. le président de la commission, relativement à l'inconcevable appréciation faite par M. Sola des travaux d'exploitation d'Alajola.

Me voici sur le sol de la Corse; je suis prêt à produire au comité dont M. Sola annonce qu'il va lui-même faire partie toutes les pièces justificatives, tous les documents relatifs aux travaux de M. Henraux, et alors j'exigerai de la loyauté de M. Sola ou à son défaut de la justice des tribunaux la réparation de l'outrage fait au nom et à la mémoire de mon père; car il n'est permis à personne et encore moins à celui que vous appelez, M. le Rédacteur, un fonctionnaire haut placé, de diffamer un citoyen, de lui jeter à la face cette imputation : qu'il s'est fait délivrer des sommes qui ne lui étaient pas dues.

J'attends de votre impartialité l'insertion de cette lettre dans votre prochain numéro et je vous prie d'agréer, etc.

Bastia, 6 janvier 1844.

Signé : SANCHOLLE-HENRAUX.

Bastia, le 17 janvier 1844.

A M. le Rédacteur de l'*Insulaire français*.

M. le Rédacteur,

Je viens d'adresser à M. le Rédacteur du *Progressif* la lettre ci-après avec prière de l'insérer dans son prochain numéro. Comme je désire que ma déclaration reçoive la plus grande publicité possible, j'ose vous prier de lui donner place dans votre journal.

Vous avez annoncé dans divers numéros de votre feuille que l'acte approbatif du procès-verbal rédigé par M. le Maire de Quasquara pour constater l'adjudication du bien communal dénommé *Graticella* contient un faux.

Chargé, à la Préfecture, d'examiner et de sui-

vre les affaires qui concernent l'administration des communes, je dois personnellement comp- te de l'acte que vous attaquez et dont j'assume toute la responsabilité.

J'espère, Monsieur, qu'en insérant la présente dans votre prochain numéro, vous voudrez bien déclarer si vous persistez à croire que l'acte de la préfecture qui se trouve à la suite du procès-verbal d'adjudication susmentionné, du 10 avril 1841, est effectivement faux.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Versailles,
Chef de la 2^e Division à la Préfecture de la Corse.

— Par décision du 20 décembre, M. le colonel Dyonnet, commandant la 17^e légion de gendarmerie, à Bastia, est nommé commandant de place à Briançon.

Par ordonnance royale, M. de L'Esferna, nommé colonel de gendarmerie, est désigné pour commander la 17^e légion, résidant en Corse.

Nous lisons dans le *Courrier du Pas-de-Calais* :

« La chambre de commerce d'Arras vient d'exprimer son opinion dans la question des graines de sésame. »

« Nous sommes également informés que M. le maire d'Arras a entretenu M. le ministre de l'Agriculture et du commerce de cette question si importante pour le pays. »

M. le ministre a répondu :

« Cette question est une de celles qui ont le plus vivement préoccupé mon département; elle a été étudiée sous toutes ses faces, et le nouveau tarif qui prendra place dans le prochain projet de loi sur la douane donnera, je l'espère, satisfaction aux intérêts dont vous vous êtes rendu l'organe auprès de moi. »

« Le ministère, nous en avons maintenant l'assurance, doit présenter prochainement à la chambre des députés une loi qui donnera satisfaction aux intérêts de notre agriculture et de notre commerce. »

Nouvelles Diverses.

— Le 10 janvier, à neuf heures du soir, le grand député de la Chambre des Pairs, chargée de présenter au Roi l'adresse en réponse au discours du trône, a été reçu par Sa Majesté. Un grand nombre de Pairs s'étaient joints à la députation.

LL. AA. RR. le duc de Nemours, le prince de Joinville et le duc de Montpensier se tenaient à droite et à gauche du trône.

M. le baron Pasquier, chancelier de France, président de la Chambre, a donné lecture de cette adresse.

Le Roi a répondu :

Messieurs les Pairs,

« Je reçois avec bonheur vos félicitations sur l'état du pays, sur la prospérité croissante dont la France jouit aujourd'hui, sur la sécurité que répandent partout les nouvelles garanties qui nous sont données chaque jour du maintien de la paix extérieure et du repos du monde. Au dedans comme vous le dites, l'empire des lois est bien établi, les factions sont vaincues et de vaines démonstrations de leur part ne feraient que constater leur impuissance. Ma famille et moi nous sommes tout à la France, et elle nous trouvera toujours prêts à surmonter nos peines et nos douleurs pour écouter que la voix de la patrie, toutes les fois que nous pourrions la servir. »

« Je suis touché des sentiments que m'expri-

me la chambre des pairs à l'occasion du mariage de mon fils le prince de Joinville, et des consolations que Dieu m'a accordées par un aussi heureux accroissement de ma famille. »

Ces paroles ont été accueillies par les cris de *Vive le Roi!*

— La chambre des députés a reçu communication du projet d'adresse en réponse au discours du trône. Nous publierons cet important document après la discussion.

— Le 10 janvier, ont été installés dans le salon de la Consigne les nouveaux intendants sanitaires, savoir : MM. Robilier (maintenu), Aug. Babin (maintenu), Allouard, Aube, Cohen fils de Samuel, Crozet de Blanchenay, Fabre (César), et Guilbert aîné.

Nous saisissons cette occasion pour avertir le commerce que, depuis le 1^{er} janvier, en vertu de la loi du 24 juillet 1843, votée dans la dernière session législative, les relevances de navires sont exigibles pour le compte du trésor; M. Dumarest (ancien employé), a été nommé par le ministre receveur des droits sanitaires.

D'après le système financier aujourd'hui en vigueur, les navires faisant le cabotage de port français à port français dans la même mer, sont dispensés du droit de patente et de reconnaissance. (Nouveliste de Marseille.)

— La *Gazette d'Augsbourg* prétend d'après une lettre de Rome en date du 23, que le mariage du comte Trapani, frère cadet du roi de Naples avec la reine Isabelle est maintenant certain et que l'Angleterre et la France appuient cette alliance.

— La *Gazette universelle Allemande*, sous la date de St-Petersbourg 10, donne communication du traité suivant :

Conformément à l'article 4 du traité conclu et signé à Londres le 8 (20) décembre 1841, entre la Russie, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la Prusse pour la suppression de la traite des noirs, le gouvernement russe a délivré aux croiseurs anglais les premiers mandats qui autorisent les croiseurs à visiter et arrêter conformément à ce traité, les vaisseaux marchands naviguant sous pavillon russe, soupçonnés de faire la traite, d'être armés pour la traite ou d'avoir fait la traite pendant le voyage où le croiseur les a arrêtés.

Ces mandats scellés et signés par le consul d'amitié sont rédigés en langues russe, anglaise, allemande et suédoise. Les croiseurs investis du droit de visite se serviront d'un signal particulier convenu entre les hautes puissances contractantes qui ont signé le traité le 8 (20) décembre.

— On écrit de Dublin, le 4 janvier :

« Le tirage du jury spécial qui doit juger M. O'Connell et ses coaccusés a eu lieu aujourd'hui au greffe du tribunal du Banc de la Reine, devant MM. Bournes, Brewster et Smiley, ces deux derniers représentants de la Couronne. Plusieurs des accusés, leurs avocats et leurs sollicitateurs étaient présents à l'opération. Deux sténographes seulement avaient été admis dans le bureau, un pour chaque partie. M. Whiteside a prétendu que soixante-cinq noms de jurés, marqués comme tels par le greffier, avaient été omis sur la liste fournie aux accusés. M. Brewster a dit qu'on ne pouvait supposer que le clerc de la Couronne n'eût pas fait son devoir. M. Ford, comme fondé de pouvoir de M. O'Connell, a protesté contre le tirage actuel du jury. Les noms de sept cent dix-trois jurés ont été mis dans l'urne, et l'on en a tiré quarante-quatre, dont trente-trois ont été récusés par les repealers. Demain la liste sera réduite à vingt-quatre jurés. »

— On n'a pas oublié que le prince Louis Bonaparte réclamait du trésor français un million 800,000 fr. qui lui seraient dûs pour arrérages de la rente apanagère constituée au profit de sa mère l'ex-reine Hortense, duchesse de Saint-Leu, en vertu du sénatus-consulte de 1816 et d'une ordonnance royale de 1814.

Le tribunal de la Seine vient de décider que les titres sur lesquels repose la demande du prince sont inefficaces et impuissants pour produire des effets soit pour le passé, soit pour l'avenir et condamne le prince Louis Bonaparte aux dépens.

— Une ordonnance précédée d'un rapport au roi, règle la portion accordée sur le produit de leur travail aux condamnés détenus dans les maisons centrales de force et de correction.

— Le *Moniteur* et tous les journaux de Paris contiennent ce matin les détails de la réception faite en Chine à notre cousin M. Turcotte, ainsi que la lettre du haut commissaire Impérial à M. Guizot, ministre des affaires étrangères. Il résulte de cette lettre et de la conférence qu'elle relate, que nos commerçants jouissent en Chine des mêmes avantages que les Anglais.

— Une décision récente de M. le ministre de la guerre porte qu'aucun officier de l'armée ne pourra obtenir la permission de se marier qu'autant que la personne qu'il recherchera, apportera, en dot, un revenu net vierge de 1,200 fr. au moins. Le *Moniteur de l'Armée* publie un article tendant à démontrer que cette décision ne crée point une législation nouvelle, mais modifie seulement la législation actuellement en vigueur pour la mettre en rapport avec les nouvelles conditions de la société.

— On écrit de Tunis, le 10 décembre 1843 :

« Il se déploie dans toute la régence une grande activité. La régence aura-t-elle la guerre? La cause accidentelle est d'une importance si minime, et le commerce en général en souffrirait tellement, qu'il est probable que d'ici à quatre mois environ, époque où la Sardaigne pourrait faire un débarquement de troupes, tout sera arrangé. »

« Le général Randon est rentré à Bone, après avoir, le 28 novembre, levé le camp établi depuis deux mois environ dans le cercle de la Calle, près des frontières tracées par la France, et après avoir laissé des forces suffisantes pour la protection des portions de pays réclamées. »

« Laga Skander, commandant le camp tunisien s'est de son côté retiré. La commission chargée du tracé du terrain en litige a terminé son travail. »

« M. Sainte-Marie, capitaine d'état-major, adjoint à la commission, est de retour à Tunis. »

« La France pose ses limites au cap Roux, situé entre Tabarque et la Calle. Le Bey recule les siennes jusqu'au puits de la Calle. »

« Il serait à désirer que cette question des limites fût promptement résolue. Sa solution aurait l'avantage de faciliter aux caravanes des moyens de communication entre Bone et Tunis. Cette voie de terre est précieuse pour le commerce, et les voyageurs, sans prendre plus de temps que par la voie de mer, seraient sauvés des frais et des retards de la quarantaine. »

« Le musée historique de Versailles contient aujourd'hui au-delà de 5,000 morceaux de peintures et sculptures, distribués dans 117 galeries, salons, vestibules, chambres, salles et cabinets, sans compter les ouvrages qui lui sont encore destinés. »

« C'est la plus grande collection qu'il y ait au monde. »

« Une vingtaine de fabriques de l'arrondissement de Valenciennes ont, dit-on, appliqué pendant cette campagne le procédé Arclibald qui paraît devoir faire une révolution dans l'industrie sucrière indigène. On sait qu'à l'aide de ce procédé les fabricants obtiennent du premier jet un sucre blanc au lieu du sucre brut produit au moyen des autres procédés connus. »

« Dans la Pensylvanie, près Holapad, il s'es-

formé récemment un Vésuve en miniature. Un immense rocher s'est élevé. Des flammes ont fait éruption; elles ont été suivies par des émissions de laves brûlantes. L'eau des sources des montagnes sentait le soufre depuis quelques jours et l'on ne pouvait la boire.

— Voici quelques lignes que nous lisons dans un journal suisse l'*Union* et que nous signalons à notre chambre des députés.

Solothurn. — Tout député qui néglige d'assister à un certain nombre de séances du conseil cantonal, se trouve par ce seul fait démissionnaire en vertu d'une loi. Cette loi vient d'être appliquée à l'un des députés du district d'Olten. Le collège électoral est déjà convoqué pour procéder à son remplacement.

— Nous lisons dans le *Heraldo* :

« Une conspiration carliste a été découverte avant-hier dans cette capitale. Les auteurs du complot avaient déjà organisé une bande qui devait faire sa première apparition à Las Rozas. Les autorités de Madrid, instruites de ce projet, envoyèrent des agents sur les chemins qui conduisent à ce village, et prirent des mesures qui ont pour résultat l'arrestation de quelques conjurés. »

— Les journaux et la correspondance de Madrid du 31, nous ont apporté une nouvelle très importante : la loi sur les *Ayuntamientos* sanctionnée à Barcelonne le 14 juillet 1840 par la reine Christine, vient d'être mise en vigueur, sous une modification dans les dispositions que contenaient les articles 31, 45, 49, 56, qui ont trait à la nomination des *alcaldes*, et qui, comme on le sait, attribuaient cette nomination à la couronne, tandis qu'aujourd'hui elle sera le résultat de l'élection.

Nos lecteurs n'auront pas oublié que ce fut cette loi des *ayuntamientos* qui servit de prétexte à l'insurrection de septembre 1840, dont le résultat fut l'éloignement de la reine Christine et l'élévation du duc de la Victoire. Aussi ne faut-il voir dans la mesure que vient de prendre le gouvernement, que la mise à exécution d'une loi votée par les cortès, sanctionnée par la reine, et dont la promulgation avait été retardée par un mouvement insurrectionnel. Toutefois nous devons faire remarquer que le cabinet s'est cru autorisé par les circonstances à modifier les articles de cette loi qui avaient été, lors de sa discussion, l'objet des principales attaques de l'opposition.

C'est probablement sur ces modifications que le cabinet se propose de demander aux cortès, lors de leur prochaine réunion, le bill d'indemnité dont il a entreteint la commission de la majorité des députés.

— L'année 1844, à son début, nous offre quelques échantillons d'exécution Britannique.

On remarque en ce moment aux Tuileries une lady sur le retour qui se promène dans le jardin, quelque temps qu'il fasse, avec cinq cent mille francs de diamants au cou et aux mains.

Un gentleman va tous les jours prendre un bain dans la Seine au dessous du pont d'Austerlitz; il est vrai qu'il ne gèle pas, mais la température n'est pas non plus très élevée.

— L'hiver se fait sentir depuis plusieurs jours à Marseille. Il est tombé de la neige dans les hauts quartiers de la Plaine et dans la campagne.

Il est, d'ailleurs, heureux que la température se soit refroidie; la végétation qui est fort avancée partout, grâce aux chauds jours de décembre, eût été tout à fait compromise, pour peu que cet état de choses eût encore duré.

— Une société en commandite vient de s'organiser pour la destruction des rats. Voici un extrait de l'acte passé devant M. Bageot, notaire à Nauphle-le-Château (Seine-et-Oise), le 17 décembre 1843, enregistré : « M. Charles-Adrien

formé récemment un Vésuve en miniature. Un immense rocher s'est élevé. Des flammes ont fait éruption; elles ont été suivies par des émissions de laves brûlantes. L'eau des sources des montagnes sentait le soufre depuis quelques jours et l'on ne pouvait la boire.

— Voici quelques lignes que nous lisons dans un journal suisse l'*Union* et que nous signalons à notre chambre des députés.

Solothurn. — Tout député qui néglige d'assister à un certain nombre de séances du conseil cantonal, se trouve par ce seul fait démissionnaire en vertu d'une loi. Cette loi vient d'être appliquée à l'un des députés du district d'Olten. Le collège électoral est déjà convoqué pour procéder à son remplacement.

— Nous lisons dans le *Heraldo* :

« Une conspiration carliste a été découverte avant-hier dans cette capitale. Les auteurs du complot avaient déjà organisé une bande qui devait faire sa première apparition à Las Rozas. Les autorités de Madrid, instruites de ce projet, envoyèrent des agents sur les chemins qui conduisent à ce village, et prirent des mesures qui ont pour résultat l'arrestation de quelques conjurés. »

— Les journaux et la correspondance de Madrid du 31, nous ont apporté une nouvelle très importante : la loi sur les *Ayuntamientos* sanctionnée à Barcelonne le 14 juillet 1840 par la reine Christine, vient d'être mise en vigueur, sous une modification dans les dispositions que contenaient les articles 31, 45, 49, 56, qui ont trait à la nomination des *alcaldes*, et qui, comme on le sait, attribuaient cette nomination à la couronne, tandis qu'aujourd'hui elle sera le résultat de l'élection.

Nos lecteurs n'auront pas oublié que ce fut cette loi des *ayuntamientos* qui servit de prétexte à l'insurrection de septembre 1840, dont le résultat fut l'éloignement de la reine Christine et l'élévation du duc de la Victoire. Aussi ne faut-il voir dans la mesure que vient de prendre le gouvernement, que la mise à exécution d'une loi votée par les cortès, sanctionnée par la reine, et dont la promulgation avait été retardée par un mouvement insurrectionnel. Toutefois nous devons faire remarquer que le cabinet s'est cru autorisé par les circonstances à modifier les articles de cette loi qui avaient été, lors de sa discussion, l'objet des principales attaques de l'opposition.

C'est probablement sur ces modifications que le cabinet se propose de demander aux cortès, lors de leur prochaine réunion, le bill d'indemnité dont il a entreteint la commission de la majorité des députés.

— L'année 1844, à son début, nous offre quelques échantillons d'exécution Britannique.

On remarque en ce moment aux Tuileries une lady sur le retour qui se promène dans le jardin, quelque temps qu'il fasse, avec cinq cent mille francs de diamants au cou et aux mains.

Un gentleman va tous les jours prendre un bain dans la Seine au dessous du pont d'Austerlitz; il est vrai qu'il ne gèle pas, mais la température n'est pas non plus très élevée.

— L'hiver se fait sentir depuis plusieurs jours à Marseille. Il est tombé de la neige dans les hauts quartiers de la Plaine et dans la campagne.

Il est, d'ailleurs, heureux que la température se soit refroidie; la végétation qui est fort avancée partout, grâce aux chauds jours de décembre, eût été tout à fait compromise, pour peu que cet état de choses eût encore duré.

— Une société en commandite vient de s'organiser pour la destruction des rats. Voici un extrait de l'acte passé devant M. Bageot, notaire à Nauphle-le-Château (Seine-et-Oise), le 17 décembre 1843, enregistré : « M. Charles-Adrien